

« Barrières en crise » ? : De l'enjeu social à la problématique scientifique.

Michel Foucher (2007 :7) affirme que depuis 1991, plus de 26 000 kilomètres de nouvelles frontières ont été créées, tandis que les projets de murs et de clôtures devraient venir démarquer, à terme, 18 000 km de lignes interétatiques. « *Obsession des frontières* », comme l'évoque de façon éloquente le titre de son ouvrage ? A l'évidence, le morcellement des Etats dans le cadre de conflits ethniques persistants, ou porté par des projets nationalistes, n'y est pas étranger. Cette « production » de nouvelles frontières politiques, *stricto sensu*, n'est toutefois pas le phénomène qui mérite le plus d'attention académique. On précisera donc que ce sont les tentatives de renforcement des limites souveraines existantes, par la consolidation des mécanismes de contrôle de la mobilité, qui constituent l'objet des propos suivants.

Dans ces paysages du contrôle rehaussés des technologies les plus novatrices, la frontière barbelée, dispositif de séparation archaïque, semble cristalliser un paradoxe contemporain structuré autour de dichotomies: ouverture/fermeture, jonction/barrière, fluidité/solidité (Bauman 1997), intérieur/extérieur. Des ensembles politiques traversés de lignes de fracture socio-économiques, comme les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, signent des accords de libre-échange, qui s'accompagnent d'un réinvestissement massif de la ligne de démarcation. Cette contradiction, qui voudrait opposer « ouverture économique et fermeture territoriale », trouve son expression la plus aboutie dans la signature simultanée, en 1994, de l'accord NAFTA (ALENA) et de la Southwest Border Control Strategy, programme d'impulsion pour les opérations d'imperméabilisation qui suivirent (Nevins 2007: 224). L'effacement de la frontière commerciale intervient en effet peu avant le lancement des Opérations « Gatekeeper » (1994) et « Hold the Line » (1993), traduites par un redéploiement de patrouilles et de technologie de la surveillance aux frontières de San Diego et El Paso. Des tensions similaires, entre logiques d'état et logiques de marché, sont observables en Europe. Alors même que le Partenariat Euro-méditerranéen (1995) annonce l'avènement d'une zone de libre-échange, l'enveloppe extérieure de l'Union Européenne s'épaissit dans la logique de « compensation » que distillent les accords Schengen (Bigo 2005) : la disparition des postes fixes aux frontières déplace le poids du contrôle aux frontières extérieures. Dans les zones frontalières, le Manuel Schengen autorise simultanément des assouplissements relatifs au petit trafic frontalier. Quoi qu'on assiste à une paradoxale escalade du contrôle et à un cloisonnement de l'espace servi par des architectures à caractère militaire, tant en Méditerranée que dans l'environnement américain, la réinscription des frontières étatiques ne fait pas des contreforts de l'Etat territorial des parois

imperméables. L'inflation des contrôles aux frontières ne jugule pas les illégalismes. L'hypothèse de l' « écart », avancée dans le courant des années 90, indique un fossé grandissant entre les objectifs communiqués et les résultats enregistrés (Cornelius, Hollifield et Martin 1994).

Aussi, par les agendas en apparence antinomiques qu'elle peine à concilier – facilitation des échanges versus gestion restrictive du mouvement des personnes –, par la violence latente qui accompagne les dispositifs de surveillance et de contrôle, la frontière constitue un enjeu social. Elle est le cœur de débats publics portant sur son rôle, entre désirabilité, contraintes et éthique¹ (Le Monde Diplomatique 2013 ; Debray 2010 ; Foucher 2007 ; Carr 2012). C'est bien de cette « barrière en crise » que traite cette recherche, avec pour toile de fond, l'une de ses illustrations les plus médiatisées à l'échelle européenne : Ceuta, expression ultime d'une Forteresse Europe (Walters 2004). Si ces éléments de contexte contribuent à la vitalité du débat public, qu'en est-il du débat académique ?

Non sans peine, la frontière s'est progressivement construite en objet de recherche à part entière. A la fois constitutive de l'Etat et sa résultante, la frontière était avant tout un indicateur des transformations de l'entité politique et de la société qu'elle « encadrait ». En ce sens, et selon la célèbre formule de Jacques Ancel (1936), la question n'était pas tant le « cadre » que l' « encadré »². La chute du mur de Berlin préfigurait ensuite un ordre politique triomphalement débarrassé de ces dispositifs d'imperméabilisation, que l'accélération des échanges devait nécessairement archiver³ (Anderson, O'dowd et al. 2002). C'est aujourd'hui le processus de (re)frontiérisation qui dynamise un champ d'études qui tente de s'affranchir des barrières disciplinaires à l'intérieur desquelles on a travaillé le concept pour faire sens des mutations de l'objet. Parallèlement, se (re)déploie une réflexion portant sur les fondements normatifs de l'ouverture sélective à certains individus, et plus largement, aux biens et aux services (Carens 1987; Zapata et Pécould 2012 ; Zapata 2012).

Comment expliquer, compte tenu des éléments exposés plus tôt, la réinscription des lignes dans l'espace, comme lieux de contrôle des mobilités ? La recherche s'est largement centrée sur les logiques qui gouvernent ce mouvement de « retour » à la frontière-ligne dans les politiques

¹ Voir entre autres : « Faut-il abolir les frontières ? », Manières de Voir, n° 128, Avril-Mai 2013. On reporterà le lecteur l'encart III, relatif aux « barrières de protection ».

² « *Si la frontière est un cadre, ce n'est pas tant le cadre qui importe, mais ce qui est encadré* » (Ancel 1936:3).

³ Il faut pourtant noter que cet évènement, qui portait en lui des germes du « sans-frontierisme », s'accompagna, parallèlement, d'une discussion sur les frontières de l'Allemagne réunifiée, fixées sur le tracé de la ligne Oder-Neisse.

publiques. La frontière est-elle une barrière ? Peut-elle l'être ? A quelles mutations assiste-t-on, tant sur le plan de ses fonctions que de ses formes ? Les contributions académiques récentes ont mis en exergue les mobilisations politico-discursives qui tendent à promouvoir une représentation des frontières en tant que barrières au détriment d'une conception plus relationnelle, en tant qu'articulation (Bigo 2011). Elles ont aussi insisté sur la portée symbolique des actions entreprises par l'Etat à ses marges (Andreas 2000, 2009 ; Brown 2009). Ces arguments suggèrent que l'inflation des contrôles aux frontières, et leur formes matérielles, participent à brouiller la lecture des dynamiques locales. Il y a bien, autour de la frontière, une épaisseur sociologique qui reste impensée, sous-théorisée. Ceci ne signifie pas que les interactions transfrontalières n'ont pas fait l'objet d'une attention académique, comme en témoigne, d'ailleurs, la richesse des approches anthropologiques (Donnan et Wilson 2010). Mais elles n'ont sans doute pas été suffisamment examinées dans leur relation directe au contrôle. A la quotidienneté des échanges, répond un quotidien du contrôle. Aussi, malgré la prégnance des termes de porosité, et de perméabilité, la littérature n'en explicite pas les mécanismes sociaux et/ou reste fixée sur les contraintes opposées par le degré d'intégration de la zone frontalière, qui reste l'environnement récepteur des politiques publiques de frontiérisation (Brunet Jailly 2007). De façon plus générale, affirmer que les frontières sont perméables constitue souvent un constat factuel, moins une variable à expliquer, voire à repenser. S'il est certain que les travaux précurseurs d'Andreas (2000 ; 2009) mettent en évidence la dialectique entre transgressions et policing, la finesse du jeu frontalier, comme on le verra, ne s'arrête pas aux bordures d'Etat, et peut être saisie au départ des actions des individus. Autant qu'un jeu aux frontières, peut-être faut-il parler de jeu de frontières multiples. C'est au travers du prisme sociologique qu'il est possible de saisir la complexité du processus de (re)frontiérisation.

L'objectif de ce travail est de s'intéresser aux interactions entre les modalités contextuelles de la mise en œuvre du contrôle et les acteurs. Peu d'études empiriques en ont documenté les formes, et lorsqu'elles sont entreprises, à la faveur d'un penchant prononcé pour la démarche ethnographique, elles tendent à se concentrer sur certaines catégories particulières d'acteurs, plus souvent ceux du contrôle – par définition – et de l'immigration (Darley 2008). Cette recherche propose donc une analyse critique du fonctionnement du contrôle à la frontière, par la méthode du cas d'étude. Il part d'une insatisfaction : l'idée selon laquelle seul l'Etat serait un acteur agissant et pertinent à la frontière et que cette dernière peut être comprise par une analyse des seules politiques publiques. Par une approche inductive, on réinterroge les actions

individuelles ou collectives des acteurs qui se situent dans le borderland, « agents » étatiques ou cooptés et « usagers » typiques ou atypiques plus souvent jugés « sans pouvoir ». Cette recherche porte donc sur ce qu'est la frontière comme lieu du contrôle, et non pas sur ce qu'elle *devrait être*.

Intention initiale de la recherche et cheminement scientifique.

La présentation d'une thèse dans sa forme finale se doit de répercuter la manière dont le projet évolue, infléchi par les interactions entre la problématique initiale, d'une part, le terrain et ses horizons multiples, d'autre part. Ma formation initiale en sciences de gestion (HEC) m'a rapidement conduit à croiser des thématiques commerciales et économiques à une réflexion alors ancrée dans le champ des *migration studies*. Politiques de libre-échange et gestion restrictive de l'immigration compossaient un binôme chargé en contradictions (Nakache 2007 ; Cornelius et Martin 1993 ; Cornelius, Hollifield et Martin 1994 ; Massey, Durand et al. 2002 ; Pellerin 2004). Les travaux pionniers de Peter Andreas sur les « jeux aux frontières », ont décisivement marqué l'orientation de cette recherche. C'est au départ de l'idée de performance étatique, que s'est affinée la réflexion, en faisant émerger la nécessité d'une analyse inductive. Comment, dans des espaces clôturés comme Ceuta et Melilla, le contrôle est-il mis en oeuvre, pris en tenaille entre exigences économiques et projection d'une apparente étanchéité? Développée en premier lieu en miroir avec les recherches menées dans l'environnement américain, où se superposent libre-circulation des biens et gestion restrictive de la mobilité des personnes, cette recherche s'était initialement centrée sur la dichotomie biens/personnes. En ce sens, elle approfondissait le paradoxe soulevé par Andreas (2009), soit la collision policière dérivée de la promotion simultanée des fonctions de jonction et de barrière de la frontière. La question était de savoir comment la dichotomie biens/personnes se transposait dans la logique policière et dans le quotidien du contrôle. Quoiqu'il faille reconnaître que Ceuta comporte, comme tout espace frontalier, ses singularités, il est rapidement apparu que le couple fluidité/exhaustivité du contrôle autorisait une approche plus adaptée du *policing* que la dichotomie biens/personnes. Comme on le verra, la mobilité des biens fusionne avec celle des personnes, comme par exemple dans le cas de la contrebande. Par ailleurs, en raison de la configuration particulière de la ville de Ceuta, les échanges matériels (non pas les services) en direction de la ville sont réduits à leur portion congrue⁴. La collision de logiques d'état et de

⁴ On renverra le lecteur au chapitre, qui présente une synthèse des mobilités à Ceuta, selon ces deux variables biens/personnes.

marché, mises en opposition ou non à la frontière, constitue par conséquent l'espace de problématisation initial de cette recherche. En cherchant à approfondir la notion de « perméabilité sélective », à lui donner corps, il devenait nécessaire de mettre à distance toute grille d'analyse prédefinie – biens/personnes – pour saisir la mise en œuvre du contrôle au départ des logiques et actions des acteurs multiples qui se côtoient, et interagissent, en périphérie géographique des Etats. Rompant avec la prédominance des approches statocentrees, le potentiel d'une étude croisée des pratiques de contrôle et de franchissement constituait une approche originale du phénomène de frontiérisation. En d'autres termes, c'est davantage la relation générique entre contrôle et frontière qui constitue l'angle d'approche le plus fécond à la compréhension du *rebordering*.

Frontière sèche, espace de superposition de mobilités régulières, irrégulières, marchandes et non-marchandes, coexistence d'une clôture et d'un espace social en surimpression de la ligne, Ceuta s'est imposée comme un cas d'étude particulièrement riche et capable de générer des savoirs relatifs au processus de *frontiérisation*. Elle constitue un cas à caractère extrême, dérivé des inégalités socio-économiques, du volume des mobilités et de l'investissement politique et matériel de la ligne.

Organisation de la thèse.

Cet écrit est composé de deux parties. La première, subdivisée en trois chapitres, propose une discussion conceptuelle, ancre la recherche dans la littérature existante et fixe le protocole de recherche. Le premier chapitre (chapitre I - « *Généalogie des Concepts* ») est consacré à une exploration généalogique des concepts de « frontière », tels qu'ils sont apparus façonnés par des outils propres à chaque discipline. Ce premier chapitre est donc l'occasion d'une navigation historique dans ce qui va se constituer progressivement comme le champ des *border studies*, approche ordonnée de la terminologie complexe qui le caractérise aujourd'hui. Les tentatives de reconceptualisation de l'objet frontière constituent sans doute le moteur principal des *border studies*. A ce titre, on a opté pour un balayage aussi exhaustif que possible des concepts, y compris lorsque la « frontière » fait moins référence à des notions de territoire. Le second chapitre (chapitre II - « *Rebordering : Perspectives d'analyse* ») prend pour point de départ le processus de refrontiérisation, tel qu'il a été mis en évidence à l'échelle globale. Il se construit autour des approches complémentaires qui réinterrogent, de façon encore trop fragmentaire, l'Etat comme seul acteur pertinent à la frontière et les politiques publiques comme seul prisme valable à la compréhension du fait frontière. Le troisième chapitre (chapitre III - « *Méthode et*

protocole de recherche ») affine les outils conceptuels qui fourniront son armature à l'explication empirique.

Le premier chapitre de la seconde partie (chapitre IV - « *Scène et perspective(s) d'un espace frontalier* ») décrit la zone frontalière pour contextualiser les pratiques de contrôle à la frontière. S'il est évident que ces dernières ne sont pas mises en œuvre dans un vide social, le contexte fait pourtant trop souvent l'objet d'un rappel sommaire. La zone frontalière, telle qu'elle chevauche la frontière politique, est souvent négligée dans sa cohérence interne. Par l'analyse de la morphologie et de l'activité du *borderland* hispano-marocain, ce chapitre se réapproprie la notion de scène pour évoquer, non pas la ligne et ses artifices matériels, mais l'environnement récepteur du contrôle. Il s'agit donc bien de la première balise de l'explication puisqu'elle explicite les constituants du niveau local de l'activité spatiale.

En mobilisant descriptions de terrain et extraits d'entretiens, le second chapitre (chapitre V - « *Autour de la clôture, au-delà de l'Etat* ») définit et explore l'espace social frontalier au travers de ses acteurs et de leurs propriétés. Il pose donc les prémisses nécessaires à l'analyse des interactions. Le chapitre se décline en trois temps: description des dispositifs de contrôle (statisme), description de scènes du quotidien frontalier (mouvement - rythme), analyse des propriétés des acteurs (acteurs) : autonomie policière locale ; droits et risques différenciés et « savoir franchir » des acteurs auxquels la frontière oppose la résistance la plus importante.

Le troisième chapitre (chapitre VI - « *Performance(s) et jeu d'acteurs* ») analyse les relations de pouvoir qui caractérisent cet espace social en mobilisant les concepts de tactiques et de stratégies, discutées à la lumière des parcours et actions des acteurs. On propose une typologie des stratégies de franchissement, comme modes d'appropriation de la frontière et expression du pouvoir des « usagers » localisés dans le borderland. En faisant émerger les codes communs à l'ensemble des entretiens, ce chapitre croise les voix des différentes catégories de répondants.

A distance de la ligne (chapitre VII - « *Hors champ ou profondeur de champ ?* »), on clôture enfin cet exposé empirique en explorant les représentations multiples que se font les acteurs de l'objet frontière, lesquelles font apparaître des capacités de frontiérisation dispersées. Celles-ci figurent un mode d'organisation spatial complexe, brouillé par le surinvestissement matériel de la ligne territoriale.